

Chercher l'absence des femmes

Adèle Clapperton-Richard, candidate à la maîtrise en histoire à l'UQAM et membre du comité éditorial, et Camille Robert, candidate au doctorat en histoire à l'UQAM et [collaboratrice](#) pour HistoireEngagee.ca

Le 20 octobre dernier à la Grande Bibliothèque, une table ronde s'est tenue avec, pour thème, « Les défis de l'historien dans l'espace public ». Le masculin « historien », dans ce cas-ci, ne visait pas seulement à « alléger » le texte. Il se concrétisait par le fait que quatre hommes – dont les deux organisateurs de cette table ronde – ont pris la parole, devant une salle comble, pour réfléchir aux enjeux de l'histoire et de ses usages hors de la sphère universitaire. Si une femme a eu accès à cette séance plénière, c'est parce qu'on lui en a confié l'animation. Il n'a été question, à aucun moment, des défis des historiennes, et particulièrement des historiennes des femmes, dans la diffusion de connaissances à un large public. En plein cœur du Mois de l'histoire des femmes, et au terme d'une semaine forte en prise de parole féministe, cette omission était frappante. Force est de constater que la célébration de ce mois est passée pratiquement inaperçue.

À l'occasion du 150e de la Confédération, le ministère de la Condition féminine du Canada nous invitait à souligner le Mois de l'histoire des femmes, en mentionnant qu'il s'agissait de « l'occasion pour tout le pays de reconnaître les pionnières d'ici et de célébrer les réalisations des Canadiennes de tous âges qui ont contribué à faire du Canada ce qu'il est aujourd'hui ». Avec le mot-clic #prendresaplace, on souhaitait alors « célébrer les réussites des femmes et des filles qui ont profondément marqué notre pays et qui ont mérité leur place dans les livres d'histoire ». Ici, il n'était pas question d'histoire *des femmes*, mais de *certaines femmes*. Face à l'absence totale des historiennes d'un débat sur « l'espace public » et à la célébration de certaines pionnières exceptionnelles, nous avons identifié une série de problèmes liés à la pratique et à l'utilisation de l'histoire des femmes qui, selon nous, freinent sa juste valorisation.

Un premier piège consiste à invisibiliser les femmes dans l'histoire, en supposant l'existence d'un universalisme masculin. Plusieurs événements marquants du récit historique dominant, qu'il s'agisse de la Révolution française ou de la Conquête, ont eu peu de répercussions sur la condition globale des femmes. Il convient ici de rappeler que la discipline historique s'est construite en oubliant la moitié de l'humanité. Les historiens ont interrogé le passé en fonction des actions des hommes (guerres, diplomatie, règnes, ou colonisation), ont mobilisé des sources (traités, correspondances, littérature et récits de voyage) où les femmes étaient pratiquement toujours absentes, et ont « découpé » l'histoire en fonction d'un narratif masculin. L'étude et la compréhension de l'histoire des femmes requièrent de sortir de l'histoire politique, pour plutôt s'intéresser aux changements et aux transformations des mentalités dans la durée. Cette démarche implique alors de comprendre le passé à travers des sources et une périodisation différentes.

Un second danger concerne la rhétorique de « l'exceptionnalisme », c'est-à-dire le discours qui présente les succès des femmes comme des cas singuliers. La valorisation de réussites

individuelles ne permet pas de bien saisir comment, dans le passé, se sont établies les oppressions de genre, et encore moins de les déconstruire. L'historienne Micheline Dumont rappelait que les femmes célèbres, qui ont passé à l'histoire, ont longtemps été jugées dignes d'intérêt uniquement parce qu'elles avaient accompli des activités normalement réservées aux hommes¹. Cette révélation de figures marquantes ne donne pas le poids des rapports de pouvoir entre les genres. Elle écarte aussi, du même coup, la réalité plus globale des femmes comme groupe social, avec toutes les particularités des vécus impliqués : orientation sexuelle, classe sociale, couleur de la peau, etc. L'avancée de certaines femmes privilégiées est ainsi confondue avec celle de la condition générale des femmes.

Enfin, une troisième limite consiste à traiter l'histoire des femmes comme discipline à part. Ce champ s'est d'abord développé, durant les dernières décennies, comme branche spécifique de l'histoire, parallèle au « grand récit ». Toutefois, comme l'avance encore Micheline Dumont, l'histoire des femmes a été « ajoutée », mais sans modifier la ligne directrice de l'histoire dominante². Bien que le Mois de l'histoire des femmes et certains colloques spécialisés contribuent à valoriser ce champ historiographique, il ne doit pas y être confiné. Quarante ans après les premières études en histoire des femmes³, l'analyse de genre devrait être de plus en plus intégrée aux travaux historiques, que ceux-ci abordent la culture, l'immigration, les villes ou l'éducation.

À l'instar des dernières années, le mois d'octobre a été marqué par l'irruption, dans l'espace public, de débats féministes entourant le harcèlement et les agressions sexuelles. On constate que les revendications féministes font de plus en plus les manchettes. L'histoire des femmes se révèle, plus que jamais, essentielle pour comprendre les transformations sociales actuelles, et donner des outils aux femmes pour se projeter dans l'avenir. Plusieurs historiennes le comprennent, et elles auraient eu droit à une place à la table ronde de vendredi dernier. L'histoire des femmes ne devrait plus être l'exception, mais la règle.

Pour en savoir plus

DUMONT, Micheline. *Découvrir la mémoire des femmes. Une historienne face à l'histoire des femmes*. Éditions du remue-ménage, 2001, 159 p.

¹ Micheline Dumont, *Découvrir la mémoire des femmes. Une historienne face à l'histoire des femmes*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2001, p. 64.

² *Ibid.*, p. 104.

³ C'est vers la fin des années 1960 et le début des années 1970 que des historiennes cherchent à répondre aux premières questions qui se posent en histoire des femmes : elles visent alors à révéler les femmes comme actrices de l'histoire. Cette démarche, intrinsèquement liée aux mouvements féministes dits de la « deuxième vague », connecte le travail intellectuel de ces chercheuses à un engagement politique et militant. Comme le rappelle Carroll Smith-Rosenberg « [...] « If the personal was political, so too was the historical » ». (Carroll Smith-Rosenberg, *Disordely Conduct : Visions of Gender in American History*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 11-12). Au Québec, si la discipline de l'histoire des femmes avait déjà investi les universités dès le milieu des années 1970, il faut attendre 1982 pour voir la parution du premier livre de référence sur l'histoire des Québécoises. Il s'agit de *L'histoire des femmes au Québec*, du Collectif Clio, formé par Marie Lavigne, Jennifer Stoddart, Michèle Jean et Micheline Dumont. L'ouvrage marque un tournant : non seulement vient-il enrichir la recherche historique au Québec, mais il ouvre la voie à plusieurs autres monographies en histoire des femmes qui seront publiées dans les décennies suivantes.

CLAPPERTON-RICHARD, Adèle et Camille ROBERT. « Chercher l'absence des femmes ». *HistoireEngagee.ca* (27 octobre 2017), [en ligne]. <http://histoireengagee.ca/?p=7701>.

SMITH-ROSENBERG, Caroll. *Disordely Conduct: Visions of Gender in American History*, Oxford, Oxford University Press, 1985, 357 p.